



CANADA

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA - CANADA

N° 67/37

LE CANADA ET LES CAPITAUX

Discours prononcé par le ministre des Finances,
M. Mitchell Sharp, devant les membres de l'*Economic
Club*, à New-York, le 14 novembre 1967.

Je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte de m'adresser à cet auditoire non seulement important et distingué, mais aussi difficile à satisfaire. J'attendais ce soir-ci avec plaisir, mais non sans quelque impatience. En effet, jusqu'à vendredi soir dernier, je n'étais pas tout à fait certain d'être en mesure de faire honneur aux questions qui sont de nature à vous intéresser le plus. Je veux parler de l'état de l'économie canadienne et des intentions du Gouvernement à cet égard.

A la suite des décisions que le Gouvernement a prises la semaine dernière, je puis maintenant vous présenter un compte rendu bref, bien qu'incomplet, à ce sujet. Il ne faut pas oublier que ma première responsabilité est envers le Parlement, et je ne puis ici faire par anticipation l'exposé détaillé de notre situation et des perspectives que je dois bientôt présenter au Parlement.

L'économie canadienne a connu une longue période d'expansion après avoir touché un bas niveau en 1960. Nous avons vu augmenter dans de vastes proportions notre production, notre emploi, notre commerce, nos revenus, notre épargne et nos investissements. En 1962, nous avons traversé fort heureusement une crise de courte durée bien qu'aiguë dans le domaine du change, qui était l'aboutissement d'un rajustement, d'un rajustement nécessaire, dans l'évaluation de notre monnaie par rapport aux autres.

A la fin de 1965 et en 1966, cette période d'expansion prenait les proportions d'une vague de prospérité que des mesures monétaires, fiscales et budgétaires ont freinée avec quelque succès. En regardant en arrière, on peut dire que nous aurions peut-être dû modérer un peu plus tôt notre expansion mais les mesures restrictives que nous avons prises étaient judicieuses et salutaires et ont été reconnues comme telles, ici-même à New-York, je crois.

Au cours des douze derniers mois, notre expansion économique s'est poursuivie à un rythme beaucoup plus modéré; la vague de prospérité a fait place à un essor plus facile à soutenir. Cette modération dans l'expansion a été bien accueillie; à la vérité, c'était l'objectif de la politique officielle. Notre budget de juin dernier visait à permettre un rythme d'expansion que nous pourrions compter soutenir sans glisser ni dans l'excès de l'inflation ni dans celui du chômage.